

LES AUTORITES ONT PEUR DES MOUVEMENTS DONT ON NE PEUT PAS COUPER LA TETE

**Rencontre avec Sonia et Camille
du groupe Femmes Défends-Toit**

Propos recueillis par Les Renseignements Généreux

Comment combattre efficacement les inégalités sociales, les discriminations, le capitalisme ? Que faire pour surmonter la résignation et le fatalisme ambients ? Par où commencer ?

Dans chaque numéro de LA TRAVERSE, nous essayons de présenter quelques réponses concrètes, des méthodes politiques possibles, avec leurs succès et leurs limites.

Après Le réseau Désobéir, La méthode Alinsky, L'atelier “Amour, liberté, politique”, La librairie-bibliothèque Anti-gone¹, nous sommes partis à la rencontre de Sonia et Camille du Groupe Femmes Défends-Toit. Depuis 2008, ce collectif de femmes lutte de manière originale contre le mal-logement dans les quartiers Renaudie et Champ Berton, au sud de Grenoble.

¹ Articles disponibles sur le site des Renseignements Généreux, sur lequel vous trouverez d'autres entretiens non publiés dans la Traverse.



Pourriez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Sonia, j'ai 35 ans, quatre enfants, je suis mariée. J'habite dans le quartier Renaudie² depuis bientôt deux ans. J'ai découvert le groupe *Femmes Défends-Toit* par l'intermédiaire de ma belle-mère. Elle était en galère de logement, elle m'a dit qu'elle connaissait un groupe qui pouvait l'aider, j'ai trouvé ça super. J'ai eu envie de rencontrer ces personnes, voir de quoi il s'agissait et quelles étaient leurs motivations. Dès le premier rendez-vous, ce groupe m'a attiré, je l'ai rejoint.

Moi c'est Camille, j'ai 31 ans, je participe au groupe *Femmes Défends-Toit* depuis sa création. J'ai longtemps habité à Grenoble,

en partie dans des maisons vides ou abandonnées que nous occupions collectivement. On pourrait dire que je participais à un "mouvement squat grenoblois"³.

Comment est né le groupe *Femmes Défends-Toit* ?

Camille : Nous avons d'abord créé le groupe *Défends-Toit*, vers 2004, avec plusieurs personnes préoccupées par les questions de logement sur Grenoble, soit parce qu'elles étaient elles-mêmes en difficultés, soit parce qu'elles étaient impliquées dans des mouvements ou associations travaillant sur ces questions. Nous nous réunissions pour échanger sur nos problèmes de logement, partager nos informations, réfléchir

ensemble. Nous organisions de temps en temps des actions communes. Un de nos principes importants était que nous ne voulions pas créer de distinction entre des personnes en difficulté qui "devraient" se faire aider de manière passive et des militant-e-s ou travailleurs-euses sociaux qui auraient été dans "l'accompagnement" ou le soutien. Nous voulions mettre en commun toutes nos questions, nos galères, et choisir ensemble, avec toutes les personnes concernées, les moyens appropriés à chaque situation. Après une période de stand-by, le collectif s'est relancé au printemps 2008, notamment par des visites au tribunal, pour rencontrer et soutenir des personnes qui avaient des procès pour impayés de loyers. À l'automne, nous avons décidé de tenir des stands tous les samedi sur des marchés de l'agglomération grenobloise, pour rencontrer les habitant-e-s et les interpeller sur les questions de logement. Nous projections alors de nous rendre visible chaque samedi sur un marché, en tournant de quartier en quartier.

Quel type de stands teniez-vous ?

Camille : On avait une petite table avec du thé, parfois des gâteaux. On distribuait des tracts, on questionnait les habitant-e-s sur leurs soucis de logement, on essayait de recueillir des témoignages. On installait des panneaux en bois avec de grandes affiches blanches dessus, et on invitait les gens à y écrire eux-mêmes leurs témoignages ou, si les personnes n'osaient pas, écrire pour elles sous la dictée. C'était comme une sorte de cahier de doléances sur leurs situations, pour essayer de visibiliser ce que les gens avaient comme problèmes en commun. On les invitait à nous rejoindre en fin de matinée pour une réunion publique du groupe *Défends-Toit*. La matinée se terminait par une réunion "ouverte" de *Défends-Toit* dans un bar ou une salle commune près du marché. On l'intitulait l'"assemblée des habitant-e-s". Nous y tenions les discussions habituelles du collectif, tout en essayant d'être accueillant-e-s envers toute personne du quartier qui venait nous rejoindre, partager ses questions et ses difficultés avec nous. L'idée était d'aller à la rencontre des gens, de comprendre quels étaient leurs

³ Le mouvement squat était très actif à Grenoble dans les années 2000, avec une dizaine de maisons occupées dans l'agglomération. Le plus connu était le squat des 400 Couverts, avec son four à pain, sa salle de spectacle, son atelier-vélo, sa zone de gratuité. Aujourd'hui, ce mouvement squat est plus affaibli, mais il continue. Pour en savoir plus, lire la brochure *Le Squat de A à Z*, disponible sur www.infokiosques.net

soucis, mais aussi d'oser rendre public les problèmes que chacun-e rencontre dans sa vie. La plupart du temps, les gens ont honte d'avoir des problèmes d'argent et de logement, alors qu'au contraire nous devrions toutes et tous être révolté-e-s par cette situation, nous devrions nous sentir légitimes de le dire à tout le monde, d'en parler sur la place publique.

Quelles étaient les réactions des gens ?

Camille : Plutôt positives, nous avions des discussions intéressantes. Mais on s'est rapidement aperçu que ça ne suffisait pas de venir une fois sur un marché, en changeant de quartier chaque samedi. On avait l'impression de faire comme tous les politicien-ne-s qui déboulent, font leur publicité puis repartent. On a donc décidé de venir tous les samedi, pendant au moins un mois, au même endroit, pour avoir le temps de rencontrer et de comprendre les gens. Nous avons choisi de nous concentrer sur le quartier Champ Berton, juste à côté du quartier Renaudie. Nous y avons rapidement rencontré un habitant qui avait une proposition à nous faire : il avait remarqué que dans notre groupe il y avait beaucoup de femmes. Or dans le quartier, tout le monde avait des soucis de logement, mais ça ne bougeait pas. Il pensait que si les femmes du quartier bougeaient, les autorités commencerait à s'inquiéter et que ça ferait changer les choses. Mais il savait par expérience que beaucoup de femmes ne viendraient pas aux réunions publiques, parce que dans ces réunions il y avait des hommes et que ce n'était pas possible pour elles d'y participer, pour plein de raisons. Il nous a donc donné le contact de sa sœur, de sa nièce, de sa voisine, en nous encourageant à les inviter pour une rencontre entre femmes, et voir ce qui se passerait.

C'est ce que vous avez fait ?

Camille : Oui. Par le bouche à oreille, quelques femmes du quartier sont venues, et le courant est très vite passé entre nous toutes. Nous avons commencé à nous rencontrer toutes les semaines dans la MJC du quartier.

Sonia : C'est à ce moment-là que j'ai rencontré le groupe !

Camille : Et c'est comme ça que le « groupe femmes » de *Défends-Toit* est né, à l'automne 2008.

Quels sont les objectifs du groupe ?

Camille : L'idée de départ, c'est de s'entraider pour essayer de trouver des solutions aux galères de logement, tout en luttant pour un système plus juste pour toutes et tous. Dès le début, des femmes sont venues parce qu'elles allaient se faire expulser et avaient peur. D'autres faisaient des demandes de mutation de logement social depuis six, dix, voire vingt ans. Des jeunes femmes qui avaient des enfants avaient besoin d'un logement social plus grand. D'autres, plus âgées, avaient besoin d'un logement social plus petit parce qu'elles ne pouvaient plus payer un T4 ou T5. Mais elles ne voulaient pas se retrouver dans un T2 parce qu'elles avaient tous leurs meubles, toute leur vie dedans, et qu'elles gardaient souvent leurs petits enfants, mais on leur refusait l'accès à un T3. Nous sommes parties de toutes ces situations, parfois très compliquées, et nous avons essayé de construire des solutions ensemble.

Quelles actions avez-vous menées ?

Sonia : Au début, on a commencé par solliciter des rendez-vous avec les responsables administratifs de l'OPAC⁴, de la SDH⁵, d'Actis⁶. On voulait expliquer nos problèmes et demander des solutions. On a fait des tracts où on listait toutes les situations des gens, on allait les présenter à la mairie, au conseil général, au député, à tous les bailleurs sociaux. On a vraiment fait la tournée ! Nous prenions rendez-vous au nom d'une personne et on arrivait à cinq, huit voire quinze en disant : « Nous sommes un groupe et nous vous demandons des réponses plus globales qu'au cas par cas ». Nous présentions les situations de chacune pour demander des solutions concrètes. En même temps, on demandait la liste de tous les logements vides, on critiquait la politique d'attribution des logements sociaux, les mutations de logements qui ne se font pas, les problèmes d'insalubrité, les logements inadaptés aux moyens et aux besoins, etc.

Camille : Nous avons toujours voulu mettre en parallèle les situations de chacune et la situation générale, pour n'oublier personne. Nous voulions parler des choses concrètement, montrer en quoi les problèmes sont réellement pressants et quotidiens, mais aussi insister sur le fait que si on ne change pas l'ensemble du système on ne changera jamais rien.

Sonia : On a fait ça pendant pas mal de mois jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'on avait rencontré toutes les administrations et tous les responsables politiques, et qu'ils nous faisaient tourner en bourrique. Ils nous disaient : « Oui oui, on vous comprend, on va s'occuper du dossier de telle et telle personne », mais sur le fond rien ne changeait.

Avez-vous obtenu des succès sur les dossiers individuels que vous présentiez ?

Sonia : La plupart des dossiers que nous soutenions ont eu gain de cause, même si les personnes n'ont pas toujours obtenu exactement ce qu'elles voulaient. Mais on ne peut pas dire que c'est du succès, parce que sur le fond rien n'a changé. Je crois que les autorités ont résolu la plupart des dossiers individuels que nous présentions en espérant que ça allait nous calmer, que les personnes satisfaites allaient désérer le groupe *Femmes Défends-Toit*, comme une bougie qui s'éteint. Ça n'a pas été le cas ! Pour ma part j'ai été relogée, mais je suis encore là à soutenir le groupe.

Camille : Les administrations ont relogé quasiment toutes les femmes du groupe qui avaient des enfants. Elles n'ont pas donné suite pour les grands-mères. On sent bien que tout le monde s'en fout des grands-mères ! Deux d'entre elles sont là depuis le début du groupe, on soutient leur dossier depuis plusieurs années, et pour l'instant elles n'ont aucune réponse à leurs demandes. On sent vraiment que c'est parce qu'elles sont âgées, qu'elles ne parlent pas très bien le français, et parce qu'il y a des lois plus strictes sur l'obligation de fournir un logement aux femmes avec enfants.

Sonia : Mais quand même ! Ma belle-mère est dans un logement qui fait peur : il y a de nombreuses infiltrations d'eau, le plafond est tout effrité et menace de tomber, la salle de bain est pleine de moisissures... Quelques travaux ont été faits, mais ils sont insuffisants. Il faudrait faire tomber tous les murs tellement ils sont pourris. Comme elle est au RSA, qu'elle n'a pas assez d'argent pour que les bailleurs sociaux aient confiance dans sa solvabilité, ils la laissent dans un logement qui coûte pourtant plus de six cent euros par mois !

Camille : Alors qu'elle touche 230 euros par



mois... Du coup elle a une grande dette de loyer, elle est désormais expulsable.

Sonia : Elle est passée à la télé, les journalistes sont venus, l'adjoint au logement l'a écouté et a dit qu'il s'occuperaient de ce dossier, mais rien n'a été fait. L'assistante sociale nous dit de patienter sans arrêt. C'est un cercle vicieux, c'est épaisant. Les difficultés de logement, c'est terrible. Quand on habite dans un logement insalubre et que les autorités s'en fichent, ta vie se dégrade. Ma belle-mère avait un petit diabète, il a augmenté. Elle a des douleurs d'articulations, des problèmes d'arthrose, elle craint le froid, mais le logement est tellement humide et mal isolé qu'il fait toujours trop froid. Et puis comment payer le chauffage quand tu as une grosse dette de loyer ? Là, je parle de ma belle-mère, mais il faut dire aussi qu'à chaque action, mois après mois, de nouvelles femmes nous rejoignent avec des problèmes de logement.

Camille : Nous nous disons régulièrement que tant qu'il reste une personne à la rue, une personne en galère, la lutte n'est pas gagnée, nous devons continuer. C'est pour

toutes ces raisons que nous avons décidé, au printemps 2009, de mener des actions plus offensives que les premiers mois.

Lesquelles ?

Camille : Nous avons occupé la mairie au printemps 2009, en disant qu'on ne partirait pas tant qu'on n'aurait pas reçu certaines réponses. Nous avons aussi occupé le Conseil Général. Le but était de faire monter la pression. Comme les rendez-vous ne suffisaient pas, on s'est mises à occuper.

Comment ont réagi les autorités ?

Sonia : Toujours la même réponse : « Oui oui, on va s'occuper de vous... ». Certaines familles sont relogées quelques temps après, tandis que d'autres dossiers tombent dans les oubliettes.

Face à vos revendications plus globales sur le logement, quelles étaient les réactions ?

Camille : Même topo : « Oui oui, on va faire une enquête sur le logement social, on va rassembler la liste de tous les logements vides sur l'agglomération », et derrière rien ne se passe.

Sonia : Il y a vraiment un grave problème avec les politiques de logement. C'est très opaque. On a l'impression que les administrations trient les demandes. Lorsque tu arrives à bien défendre ton dossier, ou si tu as des relations, c'est assez facile. Mais si tu as des difficultés à t'exprimer ou si tu as des problèmes de santé qui t'empêchent de bien défendre ton dossier, on a le sentiment que les dossiers n'avancent pas. On voit des logements vides qui pourraient correspondre aux demandes, mais ils restent vides ou sont attribués à des gens qui n'en veulent pas. On voit de nombreux logements sociaux vides, avec des loyers trop chers. On a aussi l'impression que les administrations trient les demandes suivant les quartiers. Par exemple les habitant-e-s du quartier Champ Berton ont beaucoup de mal à avoir un logement décent, leurs dossiers mettent du temps à être traités. Il faut dire les choses comme elles sont, le quartier Champ Berton a une très mauvaise réputation : "Champ Berton, c'est le quartier des maghrébins, des étrangers, si on les met ailleurs ils vont mettre le bazar". Les demandes de logement social pour sortir du quartier mettent beaucoup de temps à être traitées.

⁶ L'Office Public de l'Habitat de la région grenobloise, rattaché à la ville de Grenoble, gère plus de 11 000 logements dans l'agglomération.

Camille : L'une des raisons, c'est que si les administrations donnent des logements aux gens qui sont à Champ Berton, ça libère des logement dont personne ne veut parce qu'ils sont trop pourris...

Sonia : C'est pareil pour le quartier Renaudie. Le quartier commence à être vieux. Il y a beaucoup de logements insalubres, avec des infiltrations d'eau, des problèmes d'électricité... Quand une personne quitte son logement, les propriétaires ou les administrations ont beaucoup de mal à trouver de nouveaux locataires.

Quelle est l'étiquette politique de la mairie de Saint-Martin d'Hères ?

Camille : C'est le parti communiste, depuis très longtemps. Nous avons recueilli de nombreux témoignages sur le clientélisme qui règne sur la question du logement social. Cela renforce le sentiment d'injustice. De façon générale, toutes les communes manquent de logements sociaux, les gens attendent très longtemps. Ces délais interminables aiguisent les jalousies, tu as toujours l'impression que les gens d'à côté obtiennent de meilleures réponses que toi. Si en plus il y a du clientélisme, une impression de favoritisme, de réseaux liés à la mairie, des gens pour qui ça va beaucoup plus vite que d'autres, le sentiment d'injustice s'exacerbe. C'est un piège terrible, parce que cela crée une sorte de "guerre des pauvres contre les pauvres". Et bien souvent, les administrations renforcent cette guerre dans leurs discours.

Par exemple ?

Camille : Quand tu interpelles les responsables, ils te répondent que ce n'est pas de leur faute, que si les familles françaises en situation assez précaire n'ont pas de logement social, c'est parce qu'il faut bien qu'on loge les familles Rom en priorité. Quand on vient se plaindre pour un dossier d'une famille Rom, les administrations répondent qu'elles sont d'abord obligées de se concentrer sur le logement étudiant, ou qu'il y a trop de gens au RSA qui profitent et qui magouillent... Au final, chacun-e se retrouve à jalousser son voisin, tu te plains que des personnes sont mieux servies que toi alors que tu ne les connais pas et qu'elles galèrent autant que toi... alors qu'il y a des problèmes pour tout le monde, qu'il faudrait être toutes et tous ensemble pour demander davantage de logements sociaux, à des prix plus adaptés, avec des systèmes de chauffage mieux étudiés !

Sonia : Et au lieu de s'organiser pour changer le système, on le renforce... Mais c'est aussi parce que les gens ont peur. Depuis que je participe à *Défends-Toit*, j'ai pris conscience combien les gens ont peur de se défendre. Ils ont des difficultés, des problèmes de logement, mais ils restent dans leur galère, sans chercher à se battre. C'est une opportunité d'avoir un collectif pour nous aider à nous défendre. Mais ces mécanismes de peur sont très tenaces. Si je prends mon exemple, je suis dans *Défends-Toit* mais je n'ai pas envie de m'afficher du fait que l'OPAC m'a attribué un logement, j'ai peur que l'OPAC me stigmatise et rejette mes prochaines demandes. Bref, on est toujours à la recherche de la juste limite dans la lutte, pour ne pas se mettre trop en danger.

Après les occupations de la mairie et du Conseil Général, quelles autres actions offensives avez-vous menées ?

Sonia : Après pas mal de discussions, l'idée de prendre nous-mêmes un logement de l'OPAC est arrivée. Il fallait continuer, encore monter d'un cran pour que les autorités comprennent qu'on ne plaisantait pas. Il y avait un logement social vide à Renaudie. Nous l'avons occupé, pour que l'administration comprenne qu'on ne lâcherait pas, qu'on tenait à l'ensemble de nos demandes.

Camille : L'objectif était de créer un rapport de force. Ouvrir un appartement social, médiatiser l'action dans les médias locaux, obliger l'administration à négocier et, en cas d'expulsion, faire du battage pour sensibiliser les gens.

Comment ont réagi les autorités ?

Camille : Elles ont fait pourrir la situation, elles ont tout fait pour qu'on se fatigue toutes seules. Tout en promettant de nous recevoir, les autorités ont démarré une procédure judiciaire, sans nous le dire. Et puis elles ne nous ont jamais reçues pour discuter. Nous on attendait, on ne savait pas. Puis plusieurs personnes du groupe ont été convoquées au commissariat, la police nous a mis la pression, et ça a fonctionné : les personnes convoquées l'ont très mal vécu.

Quel a été le résultat du procès ?

Camille : Ordre d'expulsion ! La procédure a cependant duré plus d'un an. Et quand nous sommes devenues expulsables, nous avons décidé de prendre les devants, d'occuper un autre local à deux pas du premier, pour ne pas subir l'attente et la violence de l'expulsion. Pendant toute l'année de procédure, cet appartement était devenu notre local de réunion. C'était un lieu plus convivial que la MJC, il y avait une cuisine, on pouvait goûter ensemble, faire du thé, s'y rendre quand on voulait, à toute heure...

Sonia : On a même eu l'idée d'en faire une "maison des femmes", peut-être de monter une association pour ça.

Vous continuez donc de vous réunir régulièrement ?

Sonia : Bien sûr. Tous les vendredi après-midi on fait le "point informations". On discute, on fait des lettres, on s'aide. On ne parle pas que de logement, on parle un peu de tout. Dernièrement on a beaucoup parlé des problèmes de la cantine pour les enfants, notamment de la viande. Si les enfants ne mangent pas de viande, pour des raisons religieuses, médicales ou autres, la viande n'est pas remplacée par autre chose. Du coup les enfants ne sont pas rassasié-e-s et sont fatigué-e-s, ce sont les maîtresses elles-mêmes qui le disent. On a décidé de faire une action collective sur ce problème, on a pris rendez-vous avec l'adjointe à l'enseignement. On demande que les enfants puissent avoir un complément au lieu de la viande. On ne demande pas que la viande soit hallal pour les enfants de confession musulmane, mais simplement que pour les végétarienne-s, les enfants qui ont un régime alimentaire particulier, pour des raisons de santé, par choix ou par religion, leurs choix et leurs besoins soient pris en compte.

Camille : On parle aussi du racisme au sein du groupe, de nos propres imaginaires, de comment lutter contre ça et renforcer la solidarité entre toutes. On parle de toutes les discriminations autour des femmes voilées, en particulier la circulaire qui signale aux enseignant-e-s de ne plus demander aux mamans voilées d'accompagner les sorties scolaires .

Dans la plupart des métiers, peu de personnes appliquent les directives à la lettre. Dans chaque école, les enseignant-e-s peuvent gérer la situation selon leurs convictions, la population de leur école, leur rapport aux mamans...

Sonia : Dans l'école où sont mes enfants, la maîtresse est contre ce système d'exclusion, elle est très compréhensive et ouverte. Mais toutes ces lois discriminatoires, c'est grave, on a l'impression de ne pas être considérés comme des êtres humains.

Camille : Dans nos réunions, on essaye aussi de se former les unes les autres, pour être toutes capables de faire les choses. Notamment parler en public. L'une des femmes du groupe n'osait pas s'exprimer en français. Avec le collectif, elle a pris la parole devant trois cents travailleurs sociaux au Summum⁷, à l'occasion des voeux du Conseil Général, pour expliquer sa situation. On avait envahi la salle avec un tract sous forme de lettre au Père Noël, une liste des situations des femmes qui étaient dans le groupe, en expliquant que puisque les autorités ne nous répondaient pas on écrivait au Père Noël... Comme autre exemple d'effet positif du groupe, je pense à une femme qui est arrivée à un moment donné de sa vie où elle ne se sentait plus capable d'aller voir une assistante sociale : six mois plus tard c'est elle qui rencontre quelqu'un dans un supermarché et qui l'accompagne voir son assistante...

Sonia : Le groupe *Femmes Défends-Toit*, c'est une sorte d'assistance sociale bis. Quand une maman ne sait pas remplir un papier, elle vient nous voir, demander comment elle doit faire telle ou telle démarche. Ce n'est pas normal, ce devrait être le rôle des vraies assistantes sociales ! Mais les vraies, elles sont débordées, c'est compliqué d'obtenir des rendez-vous, on nous renvoie sans arrêt vers internet... Et puis, il y a beaucoup d'assistantes sociales, pas toutes heureusement, qui donnent l'impression de vouloir faire le minimum. Pourtant on a de plus en plus de paperasses à remplir pour lesquelles on a besoin d'aide. Entre la sécurité sociale, le consulat, les factures, on s'y perd, notamment les personnes âgées. Avant, l'assistante sociale se déplaçait à domicile, il suffisait que tu le demandes. Ou elle venait d'elle-même, elle demandait des nouvelles par téléphone. Maintenant

ça ne se fait plus. On a le sentiment que de nombreuses personnes sont laissées à l'abandon.

Vous trouvez qu'il y a une disparition d'un rôle social au profit de quelque chose de plus "technique" : des dossiers à remplir sur internet, sans contact humain ?

Sonia : Exactement. Je me souviens des assistantes sociales qui venaient à la maison, parfois même quand on n'avait besoin de rien. Elles venaient se renseigner, voir le quartier, demander des nouvelles de voisines. Elles étaient sur le terrain. Aujourd'hui ce sont davantage des bureaucraties que des assistantes sociales.

Camille : De plus en plus, quand tu demandes de l'aide auprès des administrations, on te complique les démarches ou on te reçoit avec mépris. Nous avons écrit plusieurs tracts pour dénoncer tout ça.

Sonia : Quand on a besoin d'une aide pour payer le loyer ou l'électricité, maintenant on nous oblige à venir à des jours précis. Mais du coup tu es montrée du doigt par les autres : si tu vas au bureau social un lundi ou un jeudi matin, ça signifie que tu es dans le besoin. Il y a des gens qui n'ont pas envie de montrer à tout le monde qu'ils sont dans le besoin. C'est stigmatisant.

Ce qui est frappant dans ce que vous racontez, c'est qu'il y a une souffrance des gens à aller demander de l'aide, alors que ce sont des aides auxquelles ils ont droit. Non seulement les personnes se retrouvent dans des situations de vie difficiles, mais en plus tout se passe comme si elles devaient en avoir honte. Comme si elles se sentaient gênées, suspectées.

Camille : Dans ce système des aides sociales, tu te retrouves toujours dans une position de suspect. On te fait sentir que tu es peut-être en train de frauder.

Sonia : Maintenant l'administration demande tes relevés de comptes pour voir si tu n'as pas d'argent de côté, si tu mens... Le rapport de confiance disparaît.

Revenons sur votre organisation interne. Votre groupe est composé

exclusivement de femmes.

Pourquoi ce choix de non-mixité ?

Un homme peut-il vous rejoindre ?

Camille : On a déjà reçu et donné des conseils à des hommes qui sont passés nous voir. Mais on explique que c'est un groupe de femmes, qu'on préserve une ambiance, une atmosphère entre nous.

Sonia : On est plus à l'aise entre femmes, on se sent plus fortes, on parle plus librement, on rigole plus facilement aussi... Je peux enlever mon voile, ce que je ne peux pas faire en présence d'hommes. Il y a beaucoup de femmes voilées qui viennent nous voir, entre femmes on peut enlever nos voiles tranquillement, sans être "hors-la-loi".

Camille : Hors ta loi...

Sonia : Dans mes principes, bien sûr.

Sonia, avais-tu participé à des groupes de femmes avant *Défends-Toit* ?

Sonia : Non, pas spécialement.

As-tu l'impression que cette expérience t'a nourri ?

Sonia : Bien sûr. Notamment le fait de rencontrer des personnes comme Camille, pacifiques, ouvertes à tout, qui acceptent les différences des autres. Si une personne a un problème, ces copines vont chercher à aider sans attendre de récompense. C'est quelque chose qui m'a beaucoup marqué. Avant, j'étais plus solitaire, c'était un peu "Moi d'abord et les autres on verra". Maintenant, même si mon problème de logement a été résolu, je reste dans le groupe pour aider les autres. Par contre j'ai toujours dit aux filles de *Défends-Toit* que je ne mettrai jamais ma famille en danger. Ce sera toujours mes enfants d'abord et le collectif après. En tout cas le groupe m'a aussi aidé à porter un autre regard sur les gens, à moins juger.

Camille : On a eu plein de discussions ensemble. Dans le groupe nous avons accueilli quelques fois une femme qui est Rom. On a eu des discussions sur les a-priori qu'on a les unes sur les autres. L'image qu'on a des mamans maghrébines, des personnes Rom, entre blanches et pas blanches. On a discuté aussi de l'homosexualité, de la prostitution, on a confronté nos logiques. On s'est parfois disputées... ➤ SUITE DE L'ARTICLE EN P. 24

⁷ L'une des plus grandes salles de spectacle de Grenoble.

Pourquoi je suis

par Cornélius Castoriadis

J'ai le désir, et le sens le besoin, pour vivre, d'une autre société que celle qui m'entoure. Comme la grande majorité des hommes, je peux vivre dans celle-ci et m'en accommoder –en tout cas j'y vis. Aussi critiquement que j'essaye de me regarder, ni ma capacité d'adaptation, ni mon assimilation de la réalité ne me semblent inférieures à la moyenne sociologique. Je ne demande pas l'immortalité, l'ubiquité, l'omniscience. Je ne demande pas que la société "me donne le bonheur"; je sais que ce n'est pas là une ration qui pourrait être distribuée à la mairie ou au Conseil ouvrier du quartier, et que, si cette chose existe, il n'y a que moi qui puisse me la faire, sur mes mesures, comme cela m'est arrivé et comme cela m'arrivera sans doute encore. Mais dans la vie, telle qu'elle est faite à moi et aux autres, je me heurte à une foule de choses inadmissibles, je dis qu'elles ne sont pas fatales et qu'elles relèvent de l'organisation de la société.

Je désire, et je demande, que tout d'abord mon travail ait un sens, que je puisse approuver ce qu'il sert et la manière dont il est fait, qu'il me permette de m'y dépenser vraiment et de faire usage de mes facultés autant que de m'enrichir et de me développer. Et je dis ce que c'est possible, avec une autre organisation de la société, pour moi et pour tous. Je dis que ce serait déjà un changement fondamental dans cette direction, si on me laissait décider, avec tous les autres, ce que j'ai à faire, et, avec mes camarades de travail, comment le faire.

Je désire pouvoir, avec tous les autres, savoir ce qui se passe dans la société, contrôler l'étendue et la qualité de l'information qui m'est donnée. Je demande de pouvoir participer directement à toutes les décision sociales qui peuvent affecter mon existence, ou le cours général du monde où je vis. Je n'accepte pas que mon sort soit décidé, jour après jour, par des gens dont les projets me sont hostiles ou simplement inconnus, et pour qui nous ne sommes, moi et tous les autres, que des chiffres dans un plan ou des pions sur un échiquier et qu'à la limite, ma vie et ma mort soient entre les mains de gens dont je sais qu'ils sont nécessairement aveugles. Je sais parfaitement que la réalisation d'une autre organisation sociale et sa vie ne seront nullement simples, qu'elles rencontreront à chaque pas des problèmes difficiles. Mais je préfère être au prise avec des problèmes réels plutôt qu'avec les conséquences du délire de De Gaulle, des combines de Johnson ou

des intrigues de Khrouchtchev. Si même nous devions, moi et les autres, rencontrer l'échec dans cette voie, je préfère l'échec dans une tentative qui a un sens à un état qui reste en deçà même de l'échec et du non-échec, qui reste *dératoire*.

Je désire pouvoir rencontrer autrui comme un être pareil à moi et absolument différent, non pas comme un numéro, ni comme une grenouille perchée sur un autre échelon (inférieur ou supérieur peu importe) de la hiérarchie des revenus et des pouvoirs. Je désire pouvoir le voir, et qu'il puisse me voir, comme un autre être humain, que nos rapports ne soient pas un terrain d'expression de l'agressivité, que notre compétition reste dans les limites du jeu, que nos conflits, dans la mesure où ils ne peuvent être résolus ou surmontés, concernent des problèmes et des enjeux réels, charrient le moins possible d'inconscient, soient chargés le moins possible d'imaginaire. Je désire qu'autrui soit libre, car ma liberté *commence* là où commence la liberté de l'autre et que, tout seul, je ne peux au mieux qu'être "vertueux dans le malheur". Je ne compte pas que les hommes se transformeront en anges, ni que leurs âmes deviendront pures comme des lacs de montagne –qui m'ont du reste toujours profondément ennuyé. Mais je sais combien la culture présente aggrave et exaspère leur difficulté d'être, et d'être avec les autres, et je vois qu'elle multiplie à l'infini les obstacles à leur liberté.

Je sais certes, que ce désir ne peut être réalisé aujourd'hui; ni même la révolution aurait-elle lieu demain, se réaliser intégralement de mon vivant. Je sais que des hommes vivront un jour, pour qui le souvenir même des problèmes qui peuvent le plus nous angoisser aujourd'hui n'existera pas. C'est là mon destin, que je dois assumer, et que j'assume. Mais cela ne peut me réduire ni au désespoir, ni à la rumination catatonique. Ayant ce désir qui est le mien, je ne peux que travailler à sa réalisation. Et déjà dans le choix que je fais de l'intérêt principal de ma vie, dans le travail que j'y consacre, pour moi plein de sens (même si je rencontre, et j'accepte, l'échec partiel, les délais, les détours, les tâches qui n'ont pas de sens en elles-mêmes), dans la participation à une collectivité de révolutionnaires qui tente de dépasser les rapports réifiés et aliénés de la société présente – je suis en mesure de réaliser partiellement de désir.

révolutionnaire

Si j'étais né dans une société communiste, le bonheur m'eût-il été plus facile – je n'en sais rien, je n'y peux rien. Je ne vais pas sous ce prétexte passer mon temps à regarder la télévision ou à lire des romans policiers.

Est-ce que mon attitude revient à refuser le principe de réalité ? Mais quel est le contenu de ce principe ? Est-il qu'il faut travailler – ou bien qu'il faut nécessairement que le travail soit privé de sens, exploité, contredise les objectifs pour lesquels il a prétendument lieu ? Ce principe vaut-il, *sous cette forme*, pour un rentier ? Valait-il, *sous cette forme*, pour les indigènes des îles Trobriand ou de Samoa ? Vaut-il encore aujourd'hui, pour les pêcheurs d'un pauvre village méditerranéen ? Jusqu'à quel point le principe de réalité manifeste-t-il la nature, et où commence-t-il à manifester la société ? Jusqu'où manifeste-t-il la société comme telle, et à partir d'où telle forme historique de la société ? Pourquoi pas le servage, les galères, les camps de concentration ? Où donc une philosophie prendrait-elle le droit de me dire : ici, sur ce millimètre précis des institutions existantes, je vais vous montrer la frontière entre le phénomène et l'essence, entre les formes historiques passagères et l'être éternel du social ? J'accepte le principe de réalité, car j'accepte la nécessité du travail (aussi longtemps du reste qu'elle est réelle, car elle devient chaque jour moins évidente) et la nécessité d'une organisation sociale du travail. Mais je n'accepte pas l'invocation d'une fausse psychanalyse et d'une fausse métaphysique, qui importe dans la discussion précise des possibilités historique des affirmations gratuites sur des impossibilités sur lesquelles *elle ne sait rien*.

Mon désir serait-il infantile ? Mais la situation infantile, c'est que la vie vous est donnée, et que la Loi vous est donnée. Dans la situation infantile, la vie vous est donnée pour rien; et la Loi vous est donnée sans rien, sans plus, sans discussion possible. Ce que je veux, c'est tout le contraire : c'est faire ma vie, et donner la vie si possible, en tout cas donner pour ma vie. C'est que la Loi ne me soit pas simplement donnée, mais que je me la donne en même temps à moi-même. Celui qui est en permanence dans la situation infantile, c'est le conformiste ou l'apolitique : car il accepte la Loi sans la discuter et ne désire pas participer à sa formation. Celui qui vit dans la société sans volonté concernant la Loi, sans volonté politique, n'a fait que remplacer le père privé par le père social anonyme. La situation infantile c'est, d'abord, recevoir sans donner, ensuite faire ou être pour recevoir. Ce que je veux, c'est un échange juste pour commencer, et le dépassement de l'échange par la suite. La situation infantile c'est le rapport duel, le phantasme de la fusion – et en ce sens, c'est la société

présente qui infantilise constamment tout le monde, par la fusion dans l'imaginaire avec des entités irréelles : les chefs, les nations, les cosmonautes ou les idoles. Ce que je veux c'est que la société cesse enfin d'être une famille, fausse de surcroît jusqu'au grotesque, qu'elle acquière sa dimension propre de société, de réseau de rapports entre adultes autonomes.

Est-ce que mon désir est désir du pouvoir ? Mais ce que je veux, c'est l'abolition du pouvoir au sens actuel, c'est le pouvoir de tous. Le pouvoir actuel, c'est que les autres sont choses, et tout ce que je veux va à l'encontre de cela. Celui pour qui les autres sont choses est lui-même une chose, et je ne veux pas être chose ni pour moi ni pour les autres. Je ne veux pas que les autres soient choses, je ne saurais pas quoi en faire. Si je peux exister pour les autres, être reconnu par eux, je ne veux pas l'être en fonction de la possession d'une chose qui m'est extérieure – le pouvoir; ni exister pour eux dans l'imaginaire. La reconnaissance d'autrui ne vaut pour moi qu'autant que je le reconnaissais moi-même. Je risque d'oublier tout cela, si jamais les événements m'amenaient près du "pouvoir" ? cela me paraît plus qu'improbable; si cela arrivait, ce serait peut-être une bataille de perdue, mais non la fin de la guerre; et vais-je régler toute ma vie sur la supposition que je pourrais un jour retomber en enfance ?

Poursuivrais-je cette chimère, de vouloir éliminer le côté tragique de l'existence humaine ? il me semble plutôt que je veux en éliminer le mélodrame, la fausse tragédie – celle où la catastrophe arrive sans nécessité, où tout aurait pu se passer autrement si seulement les personnages avaient su ceci ou fait cela. Que des gens meurent de faim aux Indes, cependant qu'en Amérique et en Europe les gouvernements pénalisent les paysans qui produisent "trop", c'est une macabre farce, c'est du Grand Guignol où les cadavres et la souffrance sont réels, mais ce n'est pas de la tragédie, il n'y a là rien d'inéluctable. Et si l'humanité périt un jour à coups de bombes à hydrogène, je refuse d'appeler cela une tragédie. Je l'appelle une connerie. Je veux la suppression du Guignol et de la transformation des hommes en pantins par d'autres pantins qui les "gouvernent". Lorsqu'un névrosé répète pour la quatorzième fois la même conduite d'échec, reproduisant pour lui-même et pour ses proches le même type de malheur, l'aider à s'en sortir c'est éliminer de sa vie la farce grotesque, non pas la tragédie; c'est lui permettre de voir enfin les problèmes réels de sa vie et ce qu'ils peuvent contenir de tragique – que sa névrose avait pour fonction en partie d'exprimer mais surtout de "masquer".

Dans votre groupe, on a l'impression, en caricaturant, qu'il y a d'un côté les femmes qui habitent le quartier, et de l'autre les militantes féministes grenobloises. Comment s'est passée cette rencontre ?

Sonia : Très spontanément. On s'est tout de suite acceptées les unes les autres. On a des différences mais on se respecte.

Quelles sont ces différences ?

Sonia: Par exemple le rapport à l'homosexualité. Je sais qu'il y a des personnes homosexuelles dans ce groupe, je le respecte, j'aime ces personnes comme elles peuvent m'aimer, mais je n'aimerais pas qu'un de mes enfants soit homosexuel.

Camille : Cette convivialité entre nous, c'est aussi parce qu'on a vécu beaucoup de moments différents ensemble : les réunions, les actions, les occupations... On s'aide pour les déménagements, on fait des fêtes et des repas ensemble. On a aussi pris des vacances collectives. Nous sommes parties cinq jours dans les Hautes-Alpes faire du camping. On a organisé une colonie de vacances où quelques enfants de certaines mamans du groupe sont venu-e-s. C'est plein de petites choses qui font qu'ensuite tu te connais différemment. On s'est parlé de nos vies... On continue à discuter et à s'engueuler parce qu'on n'est pas toujours d'accord, et aussi à faire la fête ensemble.

Sonia : On parle quand même souvent des problèmes de logement. À un moment je venais d'ailleurs un peu moins parce que je n'avais plus envie d'entendre parler de tous ces problèmes, c'était pesant. J'ai eu besoin de faire une petite coupure.

Et toi, Camille, qu'est ce que le groupe *Femmes Défends-Toit* t'a apporté par rapport à tes autres expériences politiques ?

Camille : Même si je n'habite pas ici, les personnes du groupe sont devenues des amies, elles sont devenues importantes dans ma vie. Il y a un lien fort. Ce n'est pas juste une association ou un groupe militant, ce sont des personnes auxquelles tu te lies vraiment.

Sonia : C'est aussi une force que notre groupe soit composé de filles extérieures à nos quartiers, à nos principes. Ça permet de se confier plus facilement.

Camille : Dans le quartier les gens se connaissent, il y a des liens de parenté, de voisinage ou d'amitié. Du coup il y a toujours la peur du jugement des autres. En arrivant de l'extérieur, on s'est retrouvées assez vite dans des situations de confidence. Quand tu rencontres des femmes sur des problèmes de logement, derrière tu as tous les autres problèmes de la vie qui surgissent. Tu vas parler des violences conjugales, d'un proche qui est en prison, de ce que tu as vécu pendant ton enfance, etc. Avec cette aventure politique, on est dans le registre de la vie, notamment de la vie quotidienne. Les seules autres personnes avec qui je vis ça, ce sont les personnes avec qui je vis dans ma maison. Quand tu partages une communauté de vie, parce que tu occupes les mêmes maisons, tu te soucies de tous les aspects de la vie. Ici je ressens la même chose. Un petit exemple : quand je suis arrivée ici je vivais en squat, je n'avais pas de machine à laver. Rapidement des femmes du quartier m'ont proposé de laver mon linge, d'autres m'ont aidé à réparer mon vélo. Ici je ne me sens pas comme une militante professionnelle, je ne me sens pas juste "la personne qui aide".

Vous ne vous découragez jamais ?

Camille : Tant qu'on a un local, tant qu'on est suffisamment nombreuses pour tenir le fil de la lutte, il n'y a pas raison de se lasser. Certaines personnes dépriment à certains moments, parce que pour elles la situation n'avance tellement pas qu'elles finissent par se sentir dégoûtées. J'ai l'impression que certaines, parfois, en ont tellement ras-le-bol de la galère, ont tellement le sentiment de ne pas avancer, qu'elles ne viennent plus.

Considérez-vous votre lutte comme féministe ?

Sonia : Pour moi, le mot féministe ne veut rien dire, cela ne me parle pas. Je trouve que ce n'est pas le mot adéquat pour ce que nous faisons.

Camille : Nous n'avons jamais eu de discussions sur le féminisme entre nous, ça n'a jamais été le sujet. On fait des choses entre femmes, on les fait pour être plus autonomes, plus solidaires entre nous. On fait beaucoup de choses qui pour moi sont reliées à ce que j'appelle le féminisme, mais on n'a jamais cherché à mettre ces mots dessus.

Avez-vous été soutenues par des partis politiques ?

Camille : Quand nous avons ouvert notre local, certains groupes politiques ont rappelé, notamment le NPA. Ils sont venus voir ce qu'on faisait, ils se sont intéressés à nos méthodes, ils nous ont donné un peu de sous. On leur a expliqué que pour nous comprendre il fallait revenir plus régulièrement, passer du temps avec les gens du quartier, mais on ne les a plus revus. C'était pendant les élections... Une personne des Verts est passée aussi une fois. Assez vite les gens qui viennent nous voir se rendent compte qu'on n'est pas très récupérables, que ce sont les femmes qui parlent elles-mêmes de leur situation, qu'on ne veut pas s'affilier à un parti, qu'on ne va pas rentrer dans un programme politique.

Et l'association *Droit Au Logement* ?

Camille : Le DAL n'est pas présent localement. Nous avons cependant des contacts avec le DAL à Paris. Nous les avons appelé plusieurs fois pour des conseils.

Sonia : Nous avons aussi le soutien d'un bon avocat. Il travaille avec des personnes sans papiers, il était intéressé par la question du logement, il a été d'accord pour nous soutenir à plusieurs reprises.

Cette expérience militante vous donne-t-elle de l'espoir politique pour l'avenir, le sentiment que la société va changer ?

Sonia : Je trouve que la société va en empirer, que les dirigeant-e-s ne font rien pour arranger les choses. Plus il y a de plaintes, moins on est entendues. On veut garder espoir, c'est clair, mais je pense qu'on aura beau crier, taper des pieds et des mains, les autorités feront comme elles voudront.

Malgré tout, tu veux continuer à lutter ?

Sonia : Ce n'est pas une question de lutte, c'est une question de soutien. Je veux soutenir la cause des personnes qui sont dans le besoin.

Et toi, Camille ?

Camille : J'espère bien que la société va changer... Ce dont je rêve depuis que je participe au groupe *Femmes Défends-Toit*, c'est qu'à un moment on soit vraiment beaucoup plus nombreuses. Le petit travail

de fourmi qu'on fait ici, beaucoup de gens savent que ça existe, même si très peu y participent. Mais si un jour il y a un plus gros problème, je rêve qu'on puisse être beaucoup plus nombreux et nombreuses dans la rue, avec plein de gens comme nous, qui ont déjà une expérience de comment faire bouger les choses dans le quartier, qui ont des idées à partager sur les manières de créer une résistance. Je rêve que notre expérience permette de nourrir des dynamiques de plus en plus importantes. Dans l'histoire, il y a des moments où la population a gagné, où les luttes sociales ont été victorieuses et ont bouleversé durablement l'ordre établi. C'est ce qui me donne de l'espérance.

Post scriptum

par le groupe *Femmes Défends-Toit*

Cet entretien a été réalisé en juin 2011, puis retravaillé en novembre 2011. Depuis cet entretien, nous, le groupe *Femmes Défends-Toit*, nous existons toujours. Nous nous réunissons tous les vendredi dans notre deuxième local occupé à Renaudie (sans interruption pendant l'été, parce que les galères de logement ne partent pas en vacances). En juin, nous avons occupé de nouveau la mairie de St Martin d'Hères, nous avons été expulsées par les flics, et avons continué l'occupation en plantant des tentes sur les pelouses devant la mairie, beaucoup crié, beaucoup couru, beaucoup cuisiné, pleuré, revendiqué...

Nous avons aussi repris la rue en octobre devant le siège de L'OPAC à Saint Martin d'Hères pour dénoncer les méthodes d'attribution et de gestion de leurs logements.

Nous avons continué à écrire des lettres, des tracts et des affiches, à aiguiser nos arguments et nos revendications sur le logement pour toutes et tous, à nous déplacer en groupe pour des rendez-vous, à manger et faire la fête ensemble, à nous engueuler quand nous ne sommes pas d'accord, à trouver des bons tuyaux pour des patates ou du lait moins cher, à rêver de vacances communes et d'appartement spacieux, confortables, accessibles, avec une belle vue et pour pas cher...

Nous sommes en train de fignoler les statuts d'une association pour créer une « maison des femmes », et nous cherchons un local !!!! Nous imaginons monter des scènes de théâtre qui montrent ce que nous vivons au quotidien. Nous tissons des alliances avec d'autres collectifs en lutte, soit sur le logement, soit sur plein d'autres thèmes, en particulier à St Martin d'Hères et vis-à-vis de la Mairie.

Il y a des hauts et des bas pour chacune. Des découragements, des angoisses, des grosses galères, des conflits. Il y a aussi des sentiments de victoire, des logements obtenus, des espoirs et des rêves. Depuis l'été, encore plus qu'avant, certaines femmes de Saint Martin d'Hères qui participent au collectif se voient souvent hors des réunions, vont rencontrer les différent-e-s responsables institutionnels en groupe, au nom du collectif, et sans toujours attendre que les militantes extérieures à leur quartier soient là. Nous sommes enthousiastes de gagner en confiance et de sentir que nous sommes petit à petit toutes capables de prendre en main cette lutte collective. Nous savons que les autorités ont peur d'un mouvement dont on ne peut pas couper la tête.

Dans la même veine

Merde in France

Un roman autour du mal-logement

Dans la banlieue Est de Paris, un petit bar de quartier est menacé par un projet immobilier véreux. Zine, Miguel et Ba, trois jeunes Français issus de l'immigration, décident de résister, avec l'aide de Jean-Pierre Morin, un éducateur anarchiste. Avec humour et poésie, le premier roman de Farida Tahi nous plonge au cœur d'une lutte sociale et politique autour du mal-logement.

Merde in France, Farida Tahi, éditions L'or des fous, novembre 2011, dans toutes les bonnes librairies

